

Entre les soussignés :

Madame / Monsieur

demeurant à

ci-après dénommé(e) l'« Auteur », d'une part

et

les Editions Universitaires d'Avignon d'Avignon Université

74 rue Louis Pasteur

84 029 Avignon cedex 1

représentées par sa/son président(e), Madame / Monsieur

Philippe Ellerkamp, Président de l'Université

ci-après dénommées l'« Éditeur », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

L'Auteur a remis son manuscrit à l'Éditeur pour évaluation. Au vu des expertises technique et scientifique, l'Éditeur a décidé de publier le manuscrit, sous réserve, d'une part, que l'Auteur y apporte les aménagements et corrections expressément demandés par la Commission éditoriale et, d'autre part, que le manuscrit respecte les *Recommandations aux auteurs*. Ces consignes ont été transmises à l'Auteur par l'Éditeur. Le manuscrit qui aura été ainsi revu par l'Auteur est dénommé « Manuscrit définitif ».

En conséquence, les parties se sont donc entendues sur les points suivants.

Paraphe :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1. Objet du contrat

L'Auteur cède à titre exclusif à l'Éditeur, sur l'Œuvre de sa composition provisoirement intitulée :
....., (ci-après dénommée l'« Œuvre ») :

le droit d'imprimer ou de faire imprimer des exemplaires de l'Œuvre, ainsi que les droits seconds et dérivés attachés à cette Œuvre (Partie I) ;

le droit de réaliser ou de faire réaliser l'Œuvre sous une forme numérique (Partie II).

Article 2. Obligations de l'Auteur

L'Auteur s'engage à remettre à l'Éditeur, dans le délai indiqué par l'Éditeur et au plus tard trois mois après avoir été informé de l'avis favorable de publication, le Manuscrit définitif, sous forme de fichiers (textes et images) et au format PDF avec, s'il y a lieu, tous documents d'illustration et annexes. Si ce manuscrit ne correspond pas aux consignes fixées par l'Éditeur, celui-ci pourra demander à l'Auteur d'y apporter, dans un nouveau délai de trois mois, les aménagements ou corrections nécessaires, et au besoin de procéder à une nouvelle rédaction.

À défaut de recevoir dans les délais indiqués ci-dessus le Manuscrit définitif conforme aux demandes de l'Éditeur, l'Éditeur pourra, après mise en demeure adressée à l'Auteur par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de trois mois, résilier le contrat de plein droit.

Le manuscrit et les documents remis à l'Éditeur deviennent sa propriété. L'Auteur déclare en conserver un double par-devers lui et dégage l'Éditeur de toute responsabilité en cas de perte, vol ou destruction du manuscrit remis.

Toutefois, les documents originaux fournis par l'Auteur lui seront restitués sur sa demande après parution. Si, dans un délai d'un an à compter de la publication, l'Auteur n'a pas réclamé ces originaux, l'Éditeur ne pourra être tenu responsable de leur perte ou de leur destruction.

Dans le cas où, après sa publication, l'Œuvre nécessiterait d'être mise à jour pour conserver son actualité et maintenir ainsi l'intérêt de sa diffusion, l'Éditeur informera l'Auteur de la date à laquelle il envisage de publier la version actualisée de l'Œuvre. L'Auteur s'engage à fournir cette version mise à jour, dans le délai qui sera convenu avec l'Éditeur.

Si l'Auteur ne remet pas la version actualisée de l'Œuvre dans ce délai, l'Éditeur pourra, en accord avec lui, la faire réaliser par un tiers.

Article 3. Garanties de l'Auteur

L'Auteur déclare que son Œuvre est originale et inédite et ne contient rien qui puisse tomber sous le coup des lois et de nature à engager la responsabilité de l'Éditeur. Il garantit à l'Éditeur la jouissance entière des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques.

Dans le cas d'emprunts à d'autres œuvres, l'Auteur s'engage à obtenir et à transmettre à l'Éditeur toutes les autorisations requises aux fins de publication.

L'Auteur garantit également qu'il n'a pas déjà cédé à un autre éditeur les droits de publication de cette Œuvre, ni accordé un droit de préférence dans les termes de l'article L 132-4 du Code de la propriété intellectuelle (CPI), ni fait apport de ses droits à une société de gestion collective.

Article 4. Obligations de l'Éditeur

L'Éditeur s'engage à publier l'Œuvre, à en assurer une exploitation permanente et suivie et à lui procurer, par une diffusion dans le public et auprès des tiers susceptibles d'être intéressés, les

conditions favorables à son exploitation sous toutes les formes, imprimées et numériques, prévues au présent contrat.

L'Éditeur s'engage à faire figurer le nom de l'Auteur, son pseudonyme ou sa marque, sur chaque édition imprimée ou numérique ainsi que sur les documents promotionnels de l'Œuvre. Il s'engage à ne pas modifier l'Œuvre sans l'autorisation écrite de l'Auteur.

L'Éditeur se réserve le droit de s'adjoindre tout partenaire ou coéditeur de son choix. Le cas échéant, il en informera l'Auteur.

Article 5. Loi applicable

Le présent contrat est soumis à la loi française.

PARTIE I – DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION DE L'ŒUVRE SOUS FORME IMPRIMÉE, AUX DROITS SECONDS ET DÉRIVÉS

Article 6. Cession de droits d'exploitation imprimée

L'Auteur cède à l'Éditeur le droit de reproduire, publier et exploiter l'Œuvre, sous forme de livre imprimé destiné à être commercialisé. Ces droits d'édition imprimée comprennent :

Le droit de reproduire tout ou partie de l'Œuvre sous forme d'édition principale, en nombre et en impression à la demande, de la reproduire et de l'adapter sous d'autres formes que l'édition principale, notamment dans des périodiques, en épisodes ou fascicules, en édition club, poche, illustrée, de luxe, de demi-luxe, reliée, populaire, scolaire, critique, en gros caractères, dans une anthologie ou dans une autre collection, par voie de presse, y compris en pré- et post-publication, par micro-reproduction et par photocopie destinée à la vente ;

Le droit de traduire tout ou partie de l'Œuvre en toutes langues, et d'adapter l'Œuvre et ses traductions, pour tous publics, notamment en édition condensée ou destinée à un public particulier, sous forme de livre audio ;

Le droit de reproduire l'Œuvre, ses adaptations et ses traductions sur tous supports analogiques tels que recensés aux deux alinéas précédents, ainsi que sur tous supports électroniques, opto-numériques ou magnétiques actuels ou futurs, tels CD et clés USB ;

Le droit de représenter l'Œuvre ainsi que ses traductions et adaptations, par tous procédés actuels ou futurs de communication au public, notamment par récitation ou lecture publiques, représentation dramatique, exécution lyrique, par tout moyen de télécommunication et notamment en diffusion radiophonique, télévisuelle ou de médias à la demande par voie hertzienne, par câble ou par satellite, ainsi qu'en diffusion via Internet par communication au public en ligne, à l'exception de toute adaptation audiovisuelle.

Ces droits sont cédés à l'Éditeur à titre exclusif, pour tous pays et en toutes langues, pour toute la durée de la propriété littéraire et artistique d'après les lois françaises et étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures, y compris les éventuelles prorogations qui pourraient être apportées à cette durée.

Sous réserve de l'obligation de procéder lui-même à une publication de l'Œuvre en édition principale, que ce soit en nombre ou en impression à la demande, l'Éditeur pourra exercer tous ces droits lui-même ou par voie de cession à des tiers. Le cas échéant, il s'engage à informer l'Auteur dans les deux mois suivant la date de signature du contrat de cession à un tiers, et à lui fournir les éléments déterminants de cet accord : nom du tiers, durée, territoire, modalités de rémunérations, etc. La rupture du présent contrat serait sans influence sur la validité des cessions ou autorisations d'exploitation consenties antérieurement par l'Éditeur à des tiers.

Article 7. Bon à tirer

L'Éditeur s'engage à envoyer les épreuves de l'ouvrage à l'Auteur, qui s'engage à les lire, les corriger et les retourner, revêtues de son bon à tirer, dans le délai fixé par l'Éditeur.

Dans le cas où ces corrections dépasseraient 10 (dix) % des frais de préparation/correction estimés, le surcoût serait facturé à l'Auteur.

Dans le cas où l'Auteur ne remettrait pas le bon à tirer dans le délai convenu, l'Éditeur pourra demander la résiliation de plein droit de la cession des droits imprimés, seconds et dérivés, après en avoir informé l'Auteur par lettre recommandée avec accusé de réception. Le cas échéant, l'Éditeur pourra demander à l'Auteur le remboursement des frais engagés.

Article 8. Prérogatives de l'Éditeur

En tenant compte de l'intérêt commun des parties, l'Éditeur détermine le format, la présentation et la couverture de l'ouvrage, le prix de vente et la date de mise en vente, les réimpressions, les

éditions sous d'autres formes que l'édition principale, les cessions de droits à des tiers, les opérations de promotion et service de presse.

L'Éditeur s'engage à faire imprimer un premier tirage d'au moins 150 exemplaires.

Article 9. Publication de l'Œuvre sous forme imprimée

L'Éditeur s'engage à publier l'Œuvre dans un délai de dix-huit mois à compter de la réception par l'Éditeur du Manuscrit définitif tel que défini dans le Préambule, sauf retard imputable à l'Auteur ou cas de force majeure. Passé ce délai, la présente cession des droits de publication imprimée sera résiliée de plein droit, si l'Éditeur ne procède pas à la publication de l'Œuvre dans les six mois suivant la date de mise en demeure par l'Auteur, faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Après avoir publié l'Œuvre, l'Éditeur est tenu d'assurer une diffusion de l'ouvrage afin de lui donner toutes ses chances de succès auprès du public. À cet effet, il s'engage à :

- présenter l'ouvrage dans ses catalogues papier et numérique ;
- présenter l'ouvrage comme disponible dans au moins une des principales bases de données interprofessionnelles répertoriant les œuvres disponibles commercialement ;
- rendre disponible l'ouvrage, y compris par des services d'impression à la demande, dans une qualité respectueuse de l'Œuvre et conforme aux règles de l'art, quel que soit le circuit de diffusion ;
- satisfaire dans les meilleurs délais les commandes de l'ouvrage.

Dans le cas où l'Éditeur ne remplirait pas ces obligations d'exploitation permanente et suivie, l'Auteur pourra le mettre en demeure de s'exécuter en lui impartissant un délai de six mois. À défaut d'exécution par l'Éditeur dans ce délai, la cession des droits d'exploiter l'Œuvre sous forme imprimée est résiliée de plein droit. Dans une telle hypothèse, l'Éditeur conservera les droits d'exploitation numérique visés dans la Partie II.

Article 10. Cession gracieuse des droits par l'Auteur

L'édition de l'Œuvre s'inscrivant dans la logique de mission de diffusion des connaissances et des résultats de la recherche (Code de l'éducation, article L 123-6), et conformément à l'article L.122-7 du Code de la propriété intellectuelle, l'Auteur accepte expressément de céder ses droits définis à l'article 6 du présent contrat à titre gracieux.

10.1 Non-rémunération de l'Auteur sur les exploitations effectuées par l'Éditeur

L'Auteur reconnaît qu'il ne percevra aucune rémunération en contrepartie des droits d'exploitation imprimée cédés à l'Éditeur que celui-ci exploitera directement, y compris dans le cadre d'une coédition, que ce soit à fins commerciales ou non commerciales.

L'Auteur ne percevra pas non plus de rémunération :

lorsque tout ou partie de l'Œuvre sera exploitée aux fins de promotion ou de publicité de l'Œuvre ;

sur les exemplaires remis à titre gracieux (justificatifs, service de presse, exemplaires d'auteur...).

10.2 Non-rémunération de l'Auteur en cas d'exploitation des droits par un tiers

En cas de cessions ou d'autorisations accordées par l'Éditeur à des tiers sur les droits d'exploitation imprimée, notamment les droits de traduction, mentionnés dans la présente Partie I, l'Auteur ne percevra de l'Éditeur aucune rémunération, y compris dans le cas où cette cession de droits serait effectuée à titre onéreux.

10.3 Gestion collective

L'Éditeur reste redevable à l'Auteur des rémunérations qui lui reviennent au titre de la reprographie, du droit de copie privée et du droit de prêt public de l'Œuvre, conformément aux articles L 122-10, L 311-1 et L 333-1 s. du CPI.

Article 11. Reddition des comptes de l'exploitation imprimée

L'Éditeur s'engage à envoyer à l'Auteur la reddition des comptes relatifs à l'exploitation imprimée de l'Œuvre, par mail, par courrier postal, ou via un accès à un espace en ligne protégé par un identifiant et un mot de passe pour chaque Auteur, au plus tard le 30 juin de chaque année.

À défaut de reddition des comptes conforme aux dispositions légales, l'Auteur pourra mettre l'Éditeur en demeure d'y procéder, dans un délai de six mois. Au cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet dans un délai de trois mois, le contrat serait résilié de plein droit.

Dans le cas où l'Éditeur n'effectuerait pas de reddition des comptes conforme aux dispositions légales ou ne l'effectuerait qu'après mise en demeure de l'Auteur, durant deux exercices successifs, le contrat serait résilié de plein droit dans les six mois suivant la date de seconde mise en demeure par l'Auteur. Dans un tel cas, l'Auteur notifiera à l'Éditeur cette résiliation de plein droit, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sauf demande expresse de l'Auteur, les sommes dues à l'Auteur au titre de l'article 10 provenant de la gestion collective, ne lui seront versées qu'à la date à laquelle elles atteignent un montant, annuel ou cumulé sur plusieurs années d'exploitation non encore versées, au moins égal à 100 (cent) euros.

Article 12. Exemplaires remis à l'Auteur

À titre de justificatif, l'Éditeur remettra à l'Auteur 10 exemplaires imprimés de l'Œuvre à titre gracieux. l'Auteur pourra acquérir auprès de l'Éditeur des exemplaires supplémentaires, avec une remise de 30 %(trente pour cent) sur le prix public de vente. Ces exemplaires ne pourront pas faire l'objet d'une revente par l'Auteur.

Article 13. Pilon

En cas de mévente de l'ouvrage, l'Éditeur pourra pilonner, ou solder après deux ans d'exploitation, tout ou partie des exemplaires en stock. L'Éditeur en informera préalablement L'Auteur, et lui donnera la possibilité d'acquérir tout ou partie de ce stock, à un prix qui ne dépassera pas le prix de vente au soldeur, ou le prix de fabrication en cas de mise au pilon. L'Auteur pourra mettre en vente les exemplaires rachetés avant solde ou pilon total, après avoir occulté le nom de l'Éditeur.

En cas de force majeure ayant pour conséquence la détérioration ou la destruction de tout ou partie du stock d'exemplaires de l'Œuvre, l'Éditeur ne saurait être tenu pour responsable et ne sera par conséquent redevable d'aucune indemnisation à l'égard de l'Auteur.

PARTIE II – DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION DE L'ŒUVRE SOUS FORME NUMÉRIQUE

Article 14. Cession des droits d'exploitation numérique

L'Auteur cède à l'Éditeur le droit de reproduire et de représenter l'Œuvre en édition numérique. Ces droits d'édition numérique comprennent :

le droit de reproduire l'Œuvre, ses traductions en toutes langues et ses adaptations, sous forme de fichiers électroniques en tous formats existants ou à venir tels que HTML, XML, PDF, ePub, sur tous supports d'enregistrements numériques actuels et futurs tels que serveurs, clés USB, disques durs, cartes mémoires, tablettes, ordinateurs, liseuses, téléphones portables, papier électronique ou « e-paper », permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des données numériques ;

ainsi que le droit de représenter l'Œuvre, ses traductions et adaptations, pour en permettre la communication au public, gratuite ou payante, par tous procédés actuels ou futurs, notamment par Internet et par les réseaux de toutes personnes morales de droit public ou privé telles que entreprises, bibliothèques, établissements d'enseignement et de recherche, en vue de la consultation de ces textes en ligne ou de leur téléchargement par le biais d'une connexion informatique distante ou locale ;

le droit d'adapter l'Œuvre sous forme d'œuvre multimédia ou de l'intégrer dans une œuvre multimédia, de la reproduire sur tous supports et de la représenter par tous procédés indiqués ci-dessus.

Ces droits sont cédés à l'Éditeur à titre exclusif, pour tous pays et en toutes langues, pour toute la durée de la propriété littéraire et artistique d'après les lois françaises et étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures, y compris les éventuelles prorogations qui pourraient être apportées à cette durée.

L'Éditeur pourra exercer ces droits lui-même ou par voie de cession à des tiers. Le cas échéant, il s'engage à en informer l'Auteur.

Article 15. Bon à diffuser numérique

Dans le cas où la version numérique de l'Œuvre est similaire à la version imprimée et sans illustrations, le bon à tirer donné par l'Auteur pour la version imprimée vaut bon à diffuser numérique. Dans le cas contraire, l'Éditeur s'engage à soumettre la version numérique à l'Auteur, qui lui retournera le bon à diffuser numérique dans le délai indiqué par l'Éditeur.

Article 16. Prerogatives de l'Éditeur

En tenant compte de l'intérêt commun des parties, l'Éditeur détermine la présentation, les modes d'exploitation numérique, la date et le prix de vente sous forme numérique, les cessions de droits numériques à des tiers, les opérations de promotion et de service de presse. Les éléments promotionnels relatifs à l'Œuvre sont de la responsabilité de l'Éditeur et seront soumis à l'Auteur pour approbation.

Article 17. Délai de publication numérique de l'Œuvre

L'Éditeur est tenu de publier l'Œuvre sous forme numérique dans un délai maximum de quinze mois à compter de la date de remise du Manuscrit définitif tel que défini dans le Préambule ou, au cas où la date de remise du manuscrit ne pourrait pas être établie, dans les trois ans à compter de la date de la signature du contrat. Si l'Éditeur n'a pas procédé à la publication numérique dans ces délais, l'Auteur pourra mettre en demeure l'Éditeur de remplir son obligation dans un délai de trois mois. À défaut de publication numérique par l'Éditeur dans ce délai, la cession des droits numériques est résiliée.

Dans le cas où l'Éditeur n'aurait pas rempli son obligation de publier la version numérique dans les délais indiqués ci-dessus, et où l'Auteur n'aurait pas mis en demeure l'Éditeur d'y procéder, l'Auteur pourra récupérer ses droits numériques de plein droit et sans mettre en demeure l'Éditeur, si celui-ci n'a pas publié la version numérique dans les deux ans à compter de la date de remise du Manuscrit définitif ou, si cette date est inconnue, dans les quatre ans à compter de la date de la signature du présent contrat.

Dans une telle hypothèse, cette résiliation de plein droit ne remettra pas en cause la validité de la cession des droits d'exploitation imprimée de l'Œuvre stipulée dans la Partie I.

Article 18. Exploitation permanente et suivie de l'Œuvre sous forme numérique

À compter de la réalisation du livre numérique, l'Éditeur est tenu :

- de publier l'intégralité de l'Œuvre dans sa version numérique ;

- de présenter l'Œuvre à son catalogue numérique ;

- de rendre l'Œuvre accessible au public dans les formats usuels du marché et dans au moins un format non propriétaire, sur un ou plusieurs sites de vente en ligne.

La Partie II du présent contrat sur la cession des droits numériques sera résiliée de plein droit si, sur mise en demeure de l'Auteur lui impartissant un délai de six mois, l'Éditeur n'a pas exécuté l'une des obligations ci-dessus lui incombant au titre de l'exploitation numérique.

Article 19. Cession gracieuse des droits d'exploitation numérique par l'Auteur

L'édition de l'Œuvre s'inscrivant dans la logique de mission de diffusion des connaissances et des résultats de la recherche (Code de l'éducation, article L 123-6), et conformément à l'article L.122-7 du Code de la propriété intellectuelle, l'Auteur accepte expressément de céder ses droits définis à l'article 6 du présent contrat à titre gracieux.

19.1 Non-rémunération de l'Auteur sur les exploitations effectuées par l'Éditeur

L'Auteur reconnaît qu'il ne percevra aucune rémunération en contrepartie des droits d'exploitation numérique cédés à l'Éditeur que celui-ci exploitera directement, y compris dans le cadre d'une coédition, que ce soit à fins commerciales ou non commerciales.

L'Auteur ne percevra pas non plus de rémunération :

- lorsque tout ou partie de l'Œuvre sera exploitée aux fins de promotion ou de publicité de l'Œuvre ;

- sur les exemplaires numériques remis à titre gracieux (justificatifs, service de presse, exemplaires d'auteur...).

19.2 Non-rémunération de l'Auteur en cas d'exploitation des droits par un tiers

En cas de cessions ou d'autorisations accordées par l'Éditeur à des tiers sur les droits d'exploitation numérique mentionnés dans la présente Partie II, l'Auteur reconnaît qu'il ne percevra de l'Éditeur aucune rémunération, y compris dans le cas où cette cession de droits serait effectuée à titre onéreux.

19.3 Gestion collective

L'Éditeur reste redevable à l'Auteur des rémunérations qui lui reviendraient, dans le cas où la loi instituerait un système de gestion collective obligatoire, sur l'exploitation numérique de l'Œuvre.

Article 20. Reddition des comptes de l'exploitation numérique

L'Éditeur s'engage à envoyer à l'Auteur la reddition des comptes relatifs à l'exploitation numérique de l'Œuvre, par mail, par courrier postal, ou via un accès à un espace en ligne protégé par un identifiant et un mot de passe pour chaque Auteur, au plus tard le 30 juin de chaque année.

À défaut de reddition des comptes conforme aux dispositions légales, l'Auteur pourra mettre l'Éditeur en demeure d'y procéder, dans un délai de six mois. Au cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet dans un délai de trois mois, le contrat serait résilié de plein droit.

Dans le cas où l'Éditeur n'effectuerait pas de reddition des comptes conforme aux dispositions légales ou ne l'effectuerait qu'après mise en demeure de l'Auteur, durant deux exercices successifs, le contrat serait résilié de plein droit dans les six mois qui suivent la date de seconde mise en demeure par l'Auteur. Dans un tel cas, l'Auteur notifiera à l'Éditeur cette résiliation de plein droit, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sauf demande expresse de l'Auteur, les sommes dues à l'Auteur au titre de l'exploitation numérique ne lui seront versées qu'à la date à laquelle elles atteignent, avec les sommes dues au titre de l'exploitation imprimée, dans le cadre de la gestion collective un montant, annuel ou cumulé sur plusieurs années d'exploitation non encore versées, au moins égal à 100 (cent) euros.

Article 21. Clause de réexamen

Conformément à l'article L 132-17-7 du CPI, l'Auteur ou l'Éditeur peuvent chacun demander la renégociation des conditions économiques de la cession des droits d'exploitation numérique, afin de prendre en compte les évolutions du marché et des usages. Le réexamen des conditions économiques doit notamment porter sur l'adéquation de la rémunération de l'Auteur à l'exploitation et aux modèles économiques.

Un tel réexamen peut se faire dans les délais et périodes suivants :

quatre ans après la date de signature du présent contrat, et pendant une durée de deux ans, l'Auteur ou l'Éditeur peuvent chacun introduire une demande de réexamen ;

six ans après la date de signature du présent contrat, et pendant une durée de neuf ans, c'est-à-dire entre la 7^e et la 15^e année après la date de signature du contrat, l'Auteur ou l'Éditeur peuvent chacun introduire deux demandes de réexamen ;

au-delà de la période de quinze ans à compter de la signature du présent contrat, la demande de réexamen peut être faite à tout moment en cas de modification substantielle de l'économie entraînant un déséquilibre du contrat.

La demande de réexamen doit être notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans chacun de ces cas, la partie à laquelle la demande de réexamen a été adressée dispose d'un délai de trois mois pour faire droit à la demande.

En cas de refus de réexamen par l'une des parties à l'issue de la période de trois mois suivant la date de réception de la demande, ou en cas de désaccord suite au réexamen, la commission paritaire peut être saisie dans les quatre mois puis, à défaut de conciliation, le tribunal de grande instance compétent.

Article 22. Justificatifs numériques de parution

L'Éditeur adressera à l'Auteur, selon le mode d'exploitation numérique qu'il a mis en place :

soit un accès à la version numérique publiée par l'Éditeur, sous condition d'identifiant et de mot de passe,

soit un fichier numérique sans DRM (ePub ou PDF), strictement réservé à l'usage personnel de l'Auteur.

Article 23. Autorisation de versement en archives ouvertes

L'Éditeur autorise l'Auteur à déposer, en archives ouvertes, le fichier Word ou PDF dans la version finale maquettée par l'Éditeur, dès la date de publication de la monographie.

Le dépôt de ce PDF doit être effectué soit avec le copyright de l'éditeur, soit avec une licence Creative commons BY-NC-ND. Dans ce dernier cas, l'Auteur devra apposer sur les pages du fichier ainsi versé en archives ouvertes la mention « Licence Creative commons BY-NC-ND ».

Fait en deux exemplaires à _____, le _____

L'Auteur

L'Éditeur

Paraphe :